

## L'avenir du capitalisme

François-Albert Angers

Volume 53, numéro 1, janvier–mars 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800713ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800713ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Angers, F.-A. (1977). L'avenir du capitalisme. *L'Actualité économique*, 53(1), 82–96. <https://doi.org/10.7202/800713ar>

## NOTES

### *L'avenir du capitalisme* \*

Se prononcer sur un tel sujet exige qu'on se place dans une perspective de très long terme, ce qui n'est pas coutumier à la démarche usuelle de l'économiste. Ce sont des aléas de conjoncture d'un *système* économique, et non d'une économie dans un système comme à l'ordinaire, que nous sommes appelés à considérer. La tendance séculaire traditionnelle de l'économiste n'y suffit pas. Il faut penser en termes d'événements pouvant s'échelonner sur plusieurs siècles. C'est une question d'ères plus que de siècles. L'intérêt concret de l'analyse tient à pouvoir déceler à quel moment ou phase d'une longue transformation ou évolution peut se situer un régime particulier que nous connaissons ou dans lequel nous vivons, tel ici le capitalisme.

Le capitalisme a succédé dans l'histoire à d'autres systèmes. Cependant, notre formation économique nous a plutôt portés, sans pour autant avoir négligé toujours les *rappels* historiques, à envisager les problèmes économiques dans une perspective d'unicité de système ou de perpétuité d'un système donné. Elle est à vrai dire née du capitalisme et en quelque sorte pour le glorifier. Ceci dit sans connotation péjorative, l'instant du capitalisme ayant coïncidé dans l'histoire avec une ère extraordinaire de progrès pour l'humanité. Et c'est déjà se montrer très réservé que de parler de coïncidence : dans l'esprit de la plupart des économistes du XIX<sup>e</sup> siècle, on aurait dit que le capitalisme a engendré ou provoqué... etc.

C'est dans la perspective des événements de l'époque du capitalisme naissant qu'est apparue la notion de progrès continu. Du point de vue de l'histoire et de la science économiques, il en est sorti le sentiment que les rappels historiques sur les prédécesseurs et les antécédents du capitalisme n'avaient de valeur qu'en termes de culture générale. Il s'agissait là de choses ou d'institutions mortes qu'on ne pourrait plus jamais revoir, parce qu'on ne revient pas en arrière sur le progrès.

---

\* Ce texte est une reconstitution des notes à partir desquelles l'auteur exposa son point de vue sur le sujet, thème du colloque tenu à Sherbrooke, en mai 1976, lors du congrès de la Société canadienne de Science économique dans les cadres de l'A.C.F.A.S.

Pourquoi alors continuer de s'en préoccuper dans l'élaboration de la science économique ?

D'ailleurs les canons de la nouvelle science qu'était la science économique du XIX<sup>e</sup> siècle, avaient conduit celle-ci à donner un caractère universel aux conclusions de ses analyses. Il en résultait :

- a) que le capitalisme ou système de la libre entreprise, s'exerçant dans la concurrence sur les marchés, constituait le meilleur système économique possible ;
- b) que tout autre système qui pourrait être inventé en serait réduit à établir par d'autres voies — moins bonnes aux yeux de ces économistes — ce que le système de marché produit mieux ;
- c) d'où une tendance à se réfugier dans l'abstrait en fonction de ces deux absolus de base, et à considérer comme contingents, donc négligeables, certains événements susceptibles de remettre en cause l'efficacité du système même, et par suite son avenir.

A l'aune de l'histoire, le capitalisme est effectivement, de tous les systèmes qui ont été expérimentés, celui qui a eu à ce jour la plus courte durée. Et relativement très, très courte par rapport aux autres systèmes. Après une longue préparation qui se déroule à travers le Moyen Age et la Renaissance, il triomphe avec la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Comme nous n'en sommes encore qu'au XX<sup>e</sup> siècle, il ne caractérise donc l'économie, et dans le monde occidental seulement, que depuis environ deux siècles. Or l'histoire de l'homme en son plus court terme (celui de la tradition biblique) serait de 6,000 ans ; et la science moderne l'a fait reculer à des dizaines de milliers, et peut-être des centaines de milliers d'années. Le système des économies collectives familiales et tribales paraît avoir occupé la majeure partie de ce temps, pour évoluer avec le progrès de l'humanité vers les économies de type artisanal corporatif, elles-mêmes ayant connu un règne de plusieurs milliers ou dizaines de milliers d'années, avant que le capitalisme vienne s'y substituer il n'y a même pas 300 ans.

Or, non seulement le capitalisme est le système économique qui a la plus courte histoire, si courte relativement que les preuves réelles de sa pérennité ne peuvent toutes être qu'hasardeuses ; mais encore, il s'est révélé très instable, en tant que système, dans cette courte période. En somme, tel qu'il s'est présenté au début et qu'il a été glorifié par la science économique, il n'a pas réussi à être à la hauteur de toutes ses promesses, de sorte qu'il n'a survécu qu'à travers des transformations de caractère en somme très radical. La nécessité de ces transformations s'est affirmée à travers trois crises majeures qu'a connues le capitalisme comme système au cours de ses deux cents ans d'histoire. On n'a pas attaché toute l'importance qui aurait convenu aux événe-

ments concernés, vus sous ce jour, pour apprécier le véritable degré d'efficacité du capitalisme. Le régime n'ayant jamais à être remis en question pour les raisons précitées, on s'en tenait aux aspects proprement internes, devenus classiques, du problème des cycles économiques.

Quant au reste, vu les énormes progrès techniques de l'époque, il sautait aux yeux, sans démonstration nécessaire, que jamais l'humanité n'avait connu encore un tel développement de la productivité, et finalement du bien-être de plus en plus généralisé ou se généralisant. Ces comparaisons quantitatives avec le passé tenaient lieu de jugement final sur la qualité du système et sa supériorité sur tout autre système, sans qu'on s'interrogeât autrement que sommairement sur ce que d'autres systèmes pourraient tirer des mêmes techniques nouvelles. D'ailleurs l'attitude fondamentale la plus répandue tenait que ces techniques nouvelles étaient elles-mêmes un produit du système capitaliste. Karl Marx lui-même accréditait cette idée en considérant le capitalisme comme la phase nécessaire d'économie créatrice de l'abondance avant et pour l'avènement du communisme.

\*

\* \*

Pour comprendre ces positions et attitudes « fermées » sur le capitalisme, qui peuvent nous paraître facilement peu scientifiques aujourd'hui, il importe de bien voir ce qu'a été le capitalisme originel — qui est très souvent celui que la théorie économique exalte essentiellement encore sans avoir fait leur place aux grands changements qu'il a connus — ; et ce que furent sa portée dans l'évolution des systèmes économiques, en même temps que les espoirs qu'il faisait naître pour un monde vraiment nouveau. Il est trop simple de tout ramener à l'optique marxiste d'un phénomène de lutte de classes et d'asservissement conscient des masses par une nouvelle bourgeoisie, même si cette optique correspond à une certaine réalité de ce qu'est trop vite devenu le capitalisme par suite beaucoup plus de circonstances historiques que de sa propre structure interne.

Le capitalisme ne s'est pas d'abord imposé à la capacité de s'enthousiasmer uniquement par ses aptitudes productivistes. Même si les progrès qu'il matérialisait étaient « spectaculaires » pour l'époque, ils restaient en somme minimes en chiffres réels sans que personne fût vraiment alors en mesure de prévoir ou même d'imaginer — sauf toujours pour quelques rêveurs dès lors considérés comme des utopistes — ce qui devait advenir sur ce plan. Ce n'est pas tant au nom de la productivité qu'au nom de la LIBERTÉ que le capitalisme fut porté aux fonts baptismaux ; et les parrains ou porteurs n'étaient pas des « entrepreneurs » avides d'établir leur domination — ceux-là ne s'occupaient alors que de profiter de l'événement pour faire le plus d'argent possible

à court terme — : les parrains et porteurs furent des philosophes, les philosophes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, les philosophes de l'individualisme contre le grégarisme de l'Ancien régime.

Le capitalisme est donc entré dans l'histoire comme le régime capable de libérer l'homme, l'homme individuel, de toutes les contraintes solidaristes, familiales, tribales ou corporatives, qui lui avaient été imposées jusque-là, depuis les débuts de l'histoire de l'humanité, par les exigences des systèmes de production. C'est pourquoi il fut libéralisme économique avant que d'être capitalisme, le capitalisme apparaissant comme le type de structure capable de faire fonctionner avec efficacité une économie sans l'exercice d'interventions ou de contraintes d'aucune sorte, dans la libre initiative et la libre activité des individus composant une société. Il faut donc poser l'hypothèse implicite que depuis lors les hommes se sont éloignés de cet idéal de liberté, de libération continuelle et progressive de l'homme, pour ne juger de l'avenir du capitalisme qu'en fonction de ses aptitudes productivistes si grandioses qu'elles soient. Et formuler aussi l'hypothèse implicite que seul il peut nous garantir de tels effets productivistes, pour estimer qu'il ne peut pas être remis en cause pour des raisons d'efficacité strictement économique.

C'est de ce capitalisme libéral initial que la théorie économique a fait la base de l'analyse économique. Il sort du régime artisanal qu'il bonifie en acceptant d'appliquer les techniques nouvelles, ce à quoi résistent les corporations. Il est fait d'une multitude de petits établissements (structure atomique du marché, dira-t-on plus tard). La libre initiative combinée à la capacité d'accueillir une multitude de candidats à l'entreprise offre à tous ceux qui le désirent l'occasion de se faire entrepreneur. Ceux qui n'ont pas le degré suffisant d'esprit d'aventure pour prendre cette voie se verront assurer des emplois salariés par les esprits entreprenants. Ces entrepreneurs sont encore des individus, ou au plus des associés en nom collectif forcément peu nombreux dans chaque entreprise. La théorie classique démontrera que le plein emploi ne pose pas de problèmes, sauf pour les périodes cycliques nécessaires, et courtes, d'ajustements.

Or ce capitalisme-là, il n'a fonctionné qu'au plus trois-quarts de siècle. Et ce qu'on peut reprocher aux économistes libéraux tout au long des années qui vont suivre jusqu'à nos jours, c'est d'avoir fait preuve d'un manque de rigueur à défendre le capitalisme libéral en pratique, à partir de la théorie économique fondamentale, comme si le modèle originel correspondait toujours à la réalité ; comme si les accrocs que l'on avait dû faire à la théorie dans la pratique n'avaient pas une signification profonde et ne devaient pas exiger une remise en cause du système lui-même, au moins pour nouvel examen. Il n'y a cependant pas lieu d'en tirer trop vite la conclusion, comme d'aucuns, que les économistes s'étaient tous mis à la solde des capitalistes et se faisaient,

par intérêt plus ou moins lointain, les « piliers du système ». La plupart sont au contraire pris, jusqu'à être aveugles aux faits, par cet idéal et cet espoir de liberté individualiste généralisée que le monde avait entrevus... et qui déjà commençaient à leur échapper.

Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les abus engendrés par l'exercice de ce capitalisme individuel et individualiste conduisaient à de grandes enquêtes publiques et mettaient l'Etat devant l'obligation d'intervenir sur certains points pour protéger ceux qui se révélaient condamnés à être des faibles dans un tel régime, des catégories de personnes incapables de faire prévaloir leurs propres et légitimes exigences de liberté, ou de compter sur la « main invisible » pour qu'elles leur soient reconnues. Ce fut le train des lois sociales pour protéger les enfants, la femme au travail, pour assurer l'hygiène des établissements industriels, etc. Ainsi se solda la première crise du capitalisme comme système. A son issue, le véritable capitalisme libéral avait cessé d'exister. On entrait dans l'ère d'un nouveau capitalisme où se trouvait reconnu que la « main invisible » ne suffirait pas pour établir un équilibre convenable dans les relations entre les entrepreneurs et les travailleurs salariés, au moins sur le plan des conditions de travail. Il y aurait dorénavant ce domaine de la libre activité des entrepreneurs qui serait sujet à des restrictions imposées par l'Etat.

La seconde grande crise survint avec les années '30 du vingtième siècle. Elle allait mettre en cause les éléments vitaux même du système : sa capacité de produire l'équilibre économique nécessaire à son fonctionnement. Jusque-là la théorie de l'équilibre économique d'un système concurrentiel au plein emploi des ressources avait pu être considérée comme correspondant à la réalité, à condition de voir celle-ci dans les perspectives conjoncturelles des cycles économiques autorégulateurs. Mais la gravité et la profondeur de la crise qui éclata en 1931, après le krach boursier de 1929, posaient le problème tout autrement : de toute façon, les Etats ne pouvaient plus s'abstenir d'intervenir dans ce mécanisme au moins pour empêcher des gens de mourir de faim. On parla couramment à l'époque de l'effondrement et de la fin du capitalisme.

En fait, le capitalisme qui « faisait ainsi faillite » en 1930 — les économistes du temps ne l'avaient pas assez vu chez les classiques, toujours de beaucoup les plus nombreux —, ce capitalisme n'était plus du tout le même que celui de 1850. Dans la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, il avait tout d'abord cessé d'être individuel. Les exigences en capital de la technique l'avaient transformé en un capitalisme associationniste par l'avènement de la nouvelle forme de « corporation » (en terme de droit britannique) ou société par actions ou anonyme en droit français. L'idéal individualiste issu de la Révolution française, qui avait conduit à la suppression du droit d'association et obligé le syndicalisme à se constituer par voie de sociétés secrètes, avait dû céder le pas devant la recon-

naissance du droit d'association syndicale. Puis, les exigences de la technique toujours, plus encore que le souci de contrôler les marchés pour garantir la sécurité du profit, avaient forcé les entreprises, devenues des associations de capitalistes, non seulement à se coaliser (cartels), mais à se consolider (trusts) en de vastes conglomérats. En 1929, on était donc déjà loin de cette concurrence, sinon pure et parfaite, du moins large, en fonction de laquelle s'effectuaient les redressements cycliques après la phase de dépression. Les effets de concurrence oligopolistique comptèrent pour beaucoup dans le prolongement de la dépression des années '30, et la faiblesse du redressement qui se manifesta de 1935 à 1937.

Au cours des années '30, la communauté des économistes va tendre à se diviser en deux courants, entre les classiques : ceux qui continuent de croire au capitalisme libéral et qui s'intituleront « néo-libéraux » après la guerre ; et ceux qui se mettent à la recherche des moyens de sauver le régime de la libre initiative, le capitalisme, sans nécessairement le faire autant reposer sur la libre activité. On voit des propositions de réformes du libéralisme à se multiplier sous de multiples formes allant jusqu'à l'économie complètement dirigée par l'Etat ou par la reconstitution d'organismes de type corporatif d'Ancien régime, mais adaptés aux structures du temps présent. Mais la nouvelle théorie de Keynes survint et emporta le morceau, tellement l'idéal de liberté continuait de polariser les esprits. Keynes vint redonner un troisième souffle au capitalisme libéral en dénonçant de prétendues erreurs de la théorie classique de l'équilibre, et en situant les interventions nécessaires pour passer des équilibres de sous-emploi à des équilibres de plein-emploi au seul niveau de l'investissement (à quoi les disciples surtout ajoutèrent de nouvelles façons d'administrer le budget de l'Etat). Cette localisation du rôle d'intervention de l'Etat permettait de respecter intégralement pour le reste la libre initiative et la libre activité des entrepreneurs. La thèse fit fortune !

Or au cours des récentes années, troisième crise grave, nous assistons à l'essoufflement de cette formule de néo-capitalisme libéral. La promesse fondamentale de cette nouvelle théorie, c'est que se trouverait résolu par elle, avec le minimum d'aide apporté à la « main invisible », le dilemme du plein emploi sans inflation. Nous en étions rendus, jusqu'aux récents efforts d'ajustements, à conjuguer l'inflation galopante et l'augmentation du chômage. Et au même moment, de nouveaux problèmes se profilent à l'horizon de l'avenir du capitalisme encore remis en cause.

\*

\* \*

Si l'on procède à une analyse de ces événements en termes de facteurs reliés à la vie des systèmes, il faut insister sur le fait que la théorie

classique fondamentale en économie a été celle d'une société artisanale évoluant vers une entreprise individuelle de type voisin, mais passant surtout de l'état de contrôle corporatif à celui de liberté des marchés. Théorie d'un monde individualiste, et qui aurait pu le rester sans les progrès de la technique qui se produisirent en même temps ou qui en résultèrent.

Jusque-là, l'économie avait toujours été bâtie sur des formes associationnistes : économies familiales ou patriarcales et tribales, systèmes à base de servage ou de clientèle, régimes féodaux, systèmes corporatifs. Pour la première fois que l'on sache — sauf des surprises toujours possibles dans la révélation de nouveaux documents des sociétés anciennes comme il s'en est produit en ces récentes années — l'organisation de la production débouchait dans l'individualisme le plus total, le plus absolu. Cela se produisait en même temps que s'installait la démocratie au plan politique, en demandant à ces gouvernements élus de n'agir, au plan économique, que comme gendarme pour assurer le respect des règles d'un jeu économique qui serait, en termes de gouvernement, de type anarchique.

Si l'on sait bien se camper dans ces perspectives historiques de l'avènement *révolutionnaire* — et d'ailleurs si soudain, par véritable knock-out des institutions anciennes plutôt que par victoire sur décision — du capitalisme, on n'aura pas de peine à saisir que des contemporains se soient effectivement bien davantage intéressés aux performances institutionnelles (de système) qu'aux performances proprement économiques du nouveau régime. On exige en somme de lui qu'il tienne ses promesses de « liberté », de « désaliénation », plus que de réalisations de consommation. On critique ses effets de prolétarianisation des travailleurs plutôt que leur promotion annoncée par l'accession à l'entreprise ouverte à tous. On critique la mécanisation qui enlève au lieu d'ajouter à la liberté d'activité de l'artisan prolétarisé. Avec la naissance de la compagnie, on critique l'effet de concentration qui met le pouvoir et la richesse, donc les moyens de liberté, dans les mains d'un nombre de plus en plus réduit de personnes privées. Ces critiques se sont faites très vives très tôt, pendant et naturellement dès après l'établissement du capitalisme, en soulignant donc des éléments fondamentaux essentiels d'instabilité en regard de ce qui était attendu, donc les probabilités de changements éventuels. La pauvreté, la misère, bien sûr, on en parle, mais pas exclusivement, ni peut-être même principalement.

Dans l'euphorie des progrès grandioses de la technique et de la production dont la course s'accélère avec la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et se continue encore de nos jours, une certaine réconciliation a paru s'effectuer entre les points de vue. Il semble que le concept de liberté individuelle d'initiative et d'activité a évolué vers un idéal de liberté individuelle face à la consommation. Les luttes entre capitalistes et travailleurs paru-



rent de plus en plus se centrer autour du partage des fruits matériels de la production, même dans les formes de revendications pour la participation à la gestion. Le socialisme, il est vrai, a toujours continué sa marche revendicatrice de tout le pouvoir pour les travailleurs dans le champ des moyens de production ; mais il n'est pas clair qu'on ait bien saisi le sens profond de sa réaction face au capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle encore plus qu'à celui du XIX<sup>e</sup>. Alors qu'on n'a guère porté attention à la montée des institutions coopératives et à ce qu'elles signifiaient dans une perspective d'analyse de systèmes et structures.

L'élément majeur de la transformation du capitalisme qui tend alors à mettre son avenir en cause, c'est son départ de l'individualisme, qui a fait toute sa singularité, et son retour à la formule associationniste parce que celle-ci se révélait de nouveau nécessaire pour faire face aux exigences mêmes du progrès. Dans le style individualiste, il n'y a en effet que le capitaliste qui puisse mettre la production en branle. Mais à partir du moment où l'association redevient de règle, la voie est ouverte à d'autres formes d'associations pour mettre la production en route : associations de consommateurs, associations de travailleurs, notamment. Adam Smith avait aperçu ce fait avant l'heure, en son temps même de capitalisme individuel, quand il explique dans une note de sa *Richesse des Nations*, qu'il ne faut pas, comme trop d'économistes de son temps, dit-il, exagérer la fonction du capitaliste (terme qu'il employait pour entrepreneur). Le capitaliste, précisait-il, n'est qu'un intermédiaire pour la fourniture de travail ; et quand les travailleurs trouveront les moyens appropriés de s'associer, ils n'auront plus besoin du capitaliste.

A ce stade cependant, tout ce qui remet en cause l'avenir du capitalisme tient en la force concurrentielle des autres formes d'association, ce qui peut paraître, dans l'état actuel des choses, garantir une longue vie encore au capitalisme lui-même. Mais il n'en sera pas ainsi si c'est l'idéologie qui reprend le dessus, comme notre époque en manifeste beaucoup de signes. Car c'est alors les principes mêmes qui ont engendré le capitalisme — libre initiative et libre activité — qui en scelleraient le sort décadent. Le jour, en effet, où l'idéologie ferait que travailleurs ou consommateurs ne veulent plus de l'intermédiaire capitaliste, et générerait les promoteurs capables de mettre sur pied les formes d'associations à l'intérieur desquelles travailleurs ou consommateurs peuvent retrouver ce qui reste possible de libre initiative et de libre activité dans les cadres d'une économie moderne, il n'y aurait plus de place pour l'institution capitaliste, privée à la fois de travailleurs et de marchés.

Mais au-delà même de cet aspect fondamental du problème de l'avenir du capitalisme, fondamental en ce qu'il tient à ce que le capitalisme est né pour être et qu'il n'est plus, se pose à son sujet un problème politique de pouvoir. La formation des conglomérats, leur évolution en de véritables puissances nationales et internationales, ont changé

complètement les données politiques du problème capitaliste. Sa viabilité et son efficacité — sociales peut-on dire puisque sous-tendus par une idée d'équilibre et de bien-être général maximisé — dépendaient, selon la théorie classique, de son atomicité (forme anarchique de pouvoir) et de la concurrence pure et parfaite qui en pouvait résulter. Il faudra bien que l'on en vienne à considérer comme sérieux le problème que pose le capitalisme moderne : à savoir si l'on peut laisser aux mains de personnes privées, d'actionnaires d'ailleurs passifs et de leurs administrateurs-délégués qui ne doivent rendre de compte qu'à eux, le pouvoir de gouverner effectivement par larges secteurs l'ensemble de la vie économique. La notion d'intervention étatique correctrice, ou même directrice, peut-elle suffire encore à répondre aux exigences d'une telle situation, sinon en termes d'efficacité économique uniquement, en tout cas en termes de pensée politique ? Surtout que l'influence des pouvoirs économiques nationaux et multinationaux sur les décisions politiques des gouvernements n'apparaît pas neutre... pour dire le moins !

De plus, une autre dimension de l'évolution du capitalisme se profile ici : elle touche sa capacité de vraiment apporter lui-même une solution aux problèmes que pose le mouvement économique. Tel a été le cas, jusqu'en 1929 en tout ce qui a concerné le développement et l'équilibre économiques proprement dits. Après 1929, il a fallu le concours de l'Etat pour maintenir un degré convenable d'équilibre économique ; *mais aussi pour faire face aux exigences du développement, de la recherche et même de la stabilité financière des entreprises ; et plus spécialement pour celles qui apparaissent les plus puissantes et que les gouvernements ne peuvent plus laisser trop faiblir ou faillir.* Pourra-t-on encore longtemps laisser les entreprises, en telle situation, prendre librement des décisions dont la collectivité tout entière pourra avoir éventuellement à assumer directement les conséquences ?

\*

\* \*

Une première remarque qui s'impose à partir de l'ensemble de ces constatations et considérations, c'est qu'à vivre et à commenter l'événement quotidien dans le cadre de schémas et d'hypothèses le plus souvent implicites insuffisamment renouvelées, on a toujours tendance à parler *du* régime capitaliste comme si les caractéristiques qu'on lui avait trouvées au début étaient toujours restées les mêmes. Alors qu'en fait, il n'y a pas eu *le* capitalisme, si l'on veut parler en des termes scientifiques assez rigoureux, mais plusieurs variétés de capitalismes fort différents comme modèles d'organisation économique à partir d'un caractère de base qui serait la pratique de la propriété privée des moyens de production aux mains de catégories de personnes qui peuvent être

dites capitalistes, c'est-à-dire disposées à investir pour tirer de l'entreprise un rendement sur leur capital.

A partir de là, il y a eu :

- 1° le capitalisme libéral individuel de qui on attendait qu'il assume toute la fonction économique-sociale dans une société, pourvu qu'il respecte les règles de la concurrence dont l'Etat-gendarme devait se faire le gardien. Ce capitalisme-là est effectivement mort vers 1850 devant son incapacité évidente d'assurer une solution convenable à divers problèmes sociaux ;
- 2° un capitalisme individuel de type libéral sur le plan économique seulement a suivi, où la société comptait sur l'Etat pour légiférer afin de régler les divers problèmes sociaux, y compris bientôt les assurances sociales. Ce type de capitalisme fut plutôt évanescant, car les progrès techniques remettaient déjà en cause à l'époque la capacité des initiatives individuelles de répondre aux besoins de l'économie ;
- 3° un capitalisme associationniste de type libéral sur le plan proprement économique seulement prend donc son envol avec le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. C'était là un « échec » beaucoup plus important que le précédent, relatif aux inefficacités sociales, par rapport à l'idéologie qui avait présidé à la glorification du capitalisme. C'était en effet la fin des grands rêves individualistes et le retour à la nécessité associationniste pour la production avec ce qu'elle devait fatalement en venir à comporter de limitations à l'exercice des libertés au nom de la solidarité pour le progrès. Les raisons mêmes de cette transformation du capitalisme et de sa signification portaient d'ailleurs en germe les exigences de concentration qui supprimèrent graduellement les conditions d'atomicité nécessaires à l'efficacité d'un régime de libre initiative et de libre activité des entrepreneurs. Aussi cette nouvelle forme de capitalisme vint-elle s'échouer sur la grande crise économique des années '30 ;
- 4° une nouvelle variété de capitalisme associationniste s'installe alors, qui n'est plus de caractère libéral que par rapport aux relations de marché proprement dites, l'Etat intervenant selon un style keynésien pour régler les problèmes généraux d'équilibre ; puis devant l'ampleur des problèmes de développement, réduisant même le rôle de la propriété privée des moyens de production en s'associant en quelque sorte à la production par voie de subventions, de dégrèvements spéciaux, etc. Cela sans compter les initiatives proprement étatiques qui se multiplient.

Or c'est même en fonction de ce capitalisme-là que se pose la question mise en discussions de « l'avenir du capitalisme ». C'est que ce capitalisme-là, malgré toutes les transformations du capitalisme initial

dont il résulte, fait lui-même face aujourd'hui à une triple crise relative à des problèmes d'équilibre économique, de croissance économique et de statut politique. Ayant évoqué celle-ci précédemment, signalons seulement à son sujet que cette question de légitimité du pouvoir a ses dimensions économiques. Il en résulte, outre les aspects idéologiques, un conflit entre des puissances régnant sur des espaces économiques (les multinationales) qui ne sont pas identiques aux espaces politiques (gouvernements). Cela donne un contenu très concret, et par suite très pressant au plan de l'action, aux problèmes qui surgissent.

Sur le plan de l'équilibre économique, l'incapacité de dénouer le nœud gordien de la crise chômage/inflation va incontestablement appeler de nouvelles formes d'interventions de l'Etat dans les mécanismes économiques. De quel type devront-elles être ? Avec l'acquis de progrès certains réalisés dans le maniement des leviers de l'économie au cours du dernier demi-siècle, nous nous retrouvons quand même devant les mêmes problèmes de nature qu'en 1930 pour ce qui est du reste. Et il sera sûrement très difficile cette fois de ne pas toucher aux derniers retranchements de la libre initiative et de la libre activité, dont on est parvenu à faire le tour jusqu'ici. L'issue dépendra de l'aptitude à intervenir sans remettre complètement en cause l'appropriation privée des moyens de production aux mains des capitalistes, de la nature des institutions qui assumeront la tâche d'exercer certaines directions ou contrôles, de l'aptitude des autres formes d'associations d'agents économiques (travailleurs, consommateurs, petits producteurs artisanaux) à élargir leur espace d'occupation, et de la faculté d'adaptation dont peuvent faire preuve les institutions capitalistes afin d'être en mesure de se réclamer elles aussi d'un pouvoir populaire.

Les temps actuels cependant couvent une autre remise en cause plus radicale, qui est celle du style même de civilisation développé sous l'égide le l'institution capitaliste. Les problèmes d'épuisement des ressources, de détérioration de l'environnement, de montée des aspirations de toutes les populations de la planète à la prospérité économique aggravent encore la portée des deux types précédents de problèmes et appellent des solutions d'un type tout à fait différent de celles selon lesquelles le capitalisme a résolu les problèmes du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle.

Même sur le plan des solutions usuelles, où l'investissement joue un rôle majeur, une partie tellement considérable de l'épargne est canalisée dans des voies et pour des fins d'investissement public en raison des fonctions considérablement élargies des gouvernements, qu'on se pose de sérieuses questions sur la capacité de l'entreprise privée de pouvoir trouver d'ici l'an 2000 tous les capitaux dont elle aurait besoin pour faire face à toutes les nouvelles exigences de croissance et de développement qui s'imposeraient à elle normalement au cours du prochain quart ou demi-siècle. Les mentalités n'étant plus aussi disposées qu'autrefois à

attendre l'initiative privée pour réaliser et obtenir, l'Etat ne manquera pas d'être instamment prié d'élargir sans cesse son rôle au moindre signe d'essoufflement du mécanisme de l'entreprise.

Les nouveaux problèmes que pose la nécessité d'une utilisation plus rationnelle des ressources, de réfection et de protection de l'environnement, etc., mettent l'entreprise dans une situation pour elle assez inusitée : celle de développer une forme de sens social dont les modèles concurrentiels traditionnels lui avaient garanti qu'elle n'avait pas à se soucier. La recherche du coût le plus bas pour assurer son triomphe de concurrent sur le marché l'a habituée à ne se préoccuper que des coûts absolument nécessaires pour réaliser le produit physique et le porter sur le marché, laissant toute autre considération de côté pour être envisagée et assumée par d'autres, généralement par les pouvoirs publics, s'il était estimé y avoir lieu. La concurrence n'est plus guère désirable s'il faut raisonner autrement, car elle place chaque entreprise dans une position quasi intenable, sauf que la situation est plus maniable s'il s'agit d'un modèle concurrentiel oligopolistique. Mais même dans ce cas, la situation n'est pas facile pour la formule capitaliste : d'une part, parce que si on continue à rejeter les responsabilités en cause sur l'Etat, on amène celui-ci à élargir encore son champ d'action et à accaparer une proportion de plus en plus forte des investissements comme éventuellement à rendre l'entreprise de plus en plus dépendante de subventions ; d'autre part, parce que l'accaparement des investissements privés par ces nouvelles obligations autant que l'augmentation des coûts qui en résultera pour les produits, risquent de nuire considérablement au dynamisme traditionnel de l'entreprise.

Quant aux problèmes fondamentaux de croissance que toutes ces nouvelles données du problème économique ont soulevés, ils appelleraient un changement complet de l'optique selon laquelle a été envisagé le développement économique depuis la Révolution industrielle. En fait, les économistes ont toujours montré le problème économique comme naissant de la nécessité de devoir administrer au mieux des ressources rares. Mais la chose était vue plutôt en termes d'analyse statique à court terme. A long terme et dans une perspective dynamique, croissance et développement se sont plutôt poursuivis, à travers tout le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle comme si les ressources étaient inépuisables — elles l'étaient effectivement du point de vue de chacune des générations concernées — ou comme si, de toute façon, des effets de substitution seraient toujours possibles grâce aux progrès mêmes de la science. A notre époque, nous débouçons tout à coup devant la perspective d'envisager sérieusement la nécessité d'une croissance zéro.

La notion de croissance indéfinie est, au contraire, celle en fonction de laquelle le capitalisme s'est toujours conçu et a été habitué à compter pour résoudre ses problèmes d'équilibre d'une façon élégante : en sortir

par la fuite en avant. Non seulement toutes les perspectives conjoncturelles de l'économie nous sont-elles toujours présentées comme liant l'état de prospérité à un taux de croissance annuel du PNB, mais les entreprises elles-mêmes ne s'estiment satisfaites que s'il y a aussi croissance de leur taux de profit. Autrement dit, les capitalistes, qui se sont souvent servis des glorifications de la libre entreprise que leur offrait la théorie économique, n'ont jamais paru particulièrement intéressés à la sorte d'équilibre d'état stationnaire au profit zéro vers lequel devait tendre son évolution et en foi de quoi se défendait socialement le régime de la « main invisible ». Ils ont toujours tendu à éviter ce résultat idéal par la recherche du profit de monopole ; et à se débarrasser du difficile équilibre d'état stationnaire par l'expansion vers les marchés extérieurs après la saturation du marché interne, et par l'innovation en vue de recréer sans cesse des marchés neufs.

Pourtant, il est bien sûr que pratiquement comme théoriquement l'état de prospérité, c'est-à-dire d'équilibre de la production et de la consommation au plein emploi des ressources disponibles, n'exige pas l'effet de croissance du PNB, qui est un effet de progrès s'il n'y a pas eu croissance de la population ou si son taux excède celui de la population. Mais quelle serait la réaction du capitaliste, surtout étant donné les habitudes qu'il a prises, s'il devait continuer dans un plan de croissance zéro, c'est-à-dire dans des conditions forcément très serrées en termes de perspectives de profits ? Les capitalistes eux-mêmes ne se désisteraient-ils pas graduellement ? Les capitalistes n'étant d'ailleurs plus les entrepreneurs actifs d'autrefois, le problème se pose déjà dans la désaffection relative envers l'activité boursière au profit des obligations à haut rendement des institutions publiques. Les entreprises capitalistes de la dernière décennie ont eu de plus en plus tendance à s'appuyer sur l'autofinancement pour leur développement ; et celui-ci a été largement facilité par une croissance des profits reposant en grande partie sur un taux accéléré d'inflation. Le contrôle de l'inflation, avant même les phénomènes de croissance zéro, engendrera déjà des difficultés d'adaptation dans le secteur privé de l'investissement.

\*

\* \*

Le paradoxe devant tout cela, c'est que par rapport à la conception simple et figée qu'on a tendu à se faire du capitalisme et en fonction de laquelle on parle de lui comme s'il avait toujours été identique à lui-même, on pourrait affirmer qu'il n'a jamais eu d'avenir ; qu'il est effectivement mort depuis longtemps. La grande force du capitalisme, en définitive, ce fut sa faculté d'adaptation, sa grande capacité de renaître de ses cendres à chaque étape, ou plutôt de devenir autre avant de

mourir de la dégénérescence rapide de sa précédente identité. En somme, l'histoire du capitalisme nous montre un système qui s'est donné un nouveau modèle quasi à chaque demi-siècle, d'une part, parce qu'il ne se révélait pas capable de répondre à tous les espoirs qu'on mettait en lui, et d'autre part, parce qu'une époque extraordinairement mouvementée modifiait sans cesse les conditions dans lesquelles il devait fonctionner.

Cependant, justement parce qu'on s'est fait une idée stéréotypée et figée du capitalisme, tant chez les adversaires que chez les thuriféraires d'ailleurs, cette « capacité d'adaptation » qui a fait « sa force » n'est pas pour autant un gage de son avenir parce qu'elle s'est traduite en un abandon graduel et constant de ce qu'on considérait être ses traits caractéristiques et ses fonctions originales. Tout s'est passé dans ce champ comme si, du fond plutôt obscur des âges de l'histoire économique de l'humanité, un acteur avait tout à coup, en raison de circonstances particulières, réussi à s'échapper du peloton et à venir à l'avant-scène épater tout le monde par ses prestidigitations. L'individualisme eut alors son heure et son morceau. Mais il fallait que la caravane passe, que la vie continue ; et il s'est alors progressivement révélé que le progrès économique de l'humanité ne pouvait pas vraiment se bâtir sans le concours plus traditionnel des forces sociales. Le capitalisme lui-même, pour ne pas se laisser dépasser, dut progressivement rentrer dans les rangs et concéder graduellement des points aux forces d'intégration sociale.

Frappés par sa position restée éminente et dominante au cours de tout ce siècle et demi à peine où s'est amorcée sa transformation, nous n'avons pas été très sensibles à ces transformations et nous avons continué de louer ou de vitupérer LE CAPITALISME comme s'il était aussi immuable que Gibraltar. Ce qui frappe maintenant, en reprenant le tout en survol, c'est au contraire, à l'échelle de l'histoire et de l'évolution des institutions, l'importance des changements subits dans une si courte période de temps. Nous le voyons mieux d'ailleurs aujourd'hui parce que nous sommes à l'heure où se pose, dans les milieux mêmes qui veulent la survie du « capitalisme », la question vitale d'une intégration finale, à savoir s'il est admissible que les institutions capitalistes continuent de pratiquer des comportements individualistes, alors qu'elles ne sont plus en mesure d'assumer toutes les conséquences de leurs actes. C'est le climat même de l'ère capitaliste qui est maintenant sur le point de changer. La notion de l'entreprise, institution sociale, et tous les changements que cela imposera dans les mentalités et les comportements, est-ce que ce sera encore *le* capitalisme ?

Il y a ceci de bien clair dans l'évolution du monde : c'est la nécessité croissante de l'action associationniste et solidariste. Ce type de comportement a été indispensable aux débuts de l'histoire de l'humanité à cause de la pauvreté des moyens devant laquelle pouvait se trouver

l'individu isolé. Après un demi-siècle où on a cru être libéré de ces exigences grégariques, c'est le progrès lui-même qui a replacé l'individu isolé dans l'impossibilité de profiter de toutes les ressources disponibles. En fait, cela était déjà patent même pendant la phase dite individualiste puisqu'il fallait quand même que l'entrepreneur obtienne le concours d'ouvriers ; mais une conception appropriée aurait pu concilier ce fait avec un régime véritablement individualiste pour tous si on en était resté là. Mais on n'en est pas resté là et c'est l'extension constante de l'associationnisme qui a en fait présidé au reste, et qui continue de s'imposer à nous dans notre style actuel de civilisation. Mais à travers tout cela, il y a une forme de cette évolution du monde vers l'individualisme jusque vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qui persiste et continue de monter : c'est l'esprit démocratique. C'est là que se réfugie aujourd'hui l'idéal de liberté, qui continue d'agiter l'humanité. C'est pourquoi la notion de participation de la base dans l'associationnisme paraît s'annoncer comme la clef des formules de l'avenir, quels que soient les noms dont on les décorera.

François-Albert ANGERS,  
*École des Hautes Études commerciales (Montréal).*